



Brexit : and the winner is... Russia ?

XAVIER FOLLEBOUCKT

PhD Candidate,

Université catholique de Louvain

Le 23 juin, après une campagne tendue dans tout le Royaume-Uni, les Britanniques ont voté dans une claire majorité pour une sortie de leur pays de l'Union européenne. Ce scénario du Brexit tant redouté semble pourtant avoir pris tout le monde de court, à Londres comme à Bruxelles. Le flou complet règne sur la suite des événements, les bourses s'affolent, la livre chute et personne, ni les partisans du Brexit, ni ses opposants, ne paraît savoir comment gérer le divorce. La balle est à présent dans le camp du Premier ministre, David Cameron, qui doit formellement informer le Conseil européen du souhait britannique de quitter l'Europe en activant l'article 50 du Traité sur l'UE qui prévoit « [un mécanisme de retrait volontaire et unilatéral](#) » et démarre ainsi le processus de négociation entre l'UE et son désormais ex-État membre. Pourtant, si la procédure institutionnelle semble explicite, la réalité du Brexit est loin d'être claire. David Cameron a [démissionné](#) après le référendum mais restera en place jusqu'à la désignation de son successeur, lors de la convention du parti conservateur, en octobre. Et c'est à son successeur qu'il confie le soin d'activer (ou non) l'article 50, alors même qu'il avait promis, [en](#)

[février](#), une activation immédiate si le Brexit l'emportait dans les urnes. Trois mois de d'incertitude et d'instabilité politique au Royaume-Uni et dans l'UE se profilent donc à l'horizon... Et, alors que personne ne croyait vraiment à la sortie de l'UE et que même ceux qui la souhaitaient [ne l'avaient pas préparée](#), les commentaires vont bon train actuellement pour imaginer la suite.

Selon les hypothèses, trois scénarios se dessinent. Dans le premier, le Royaume-Uni activerait rapidement l'article 50, afin de négocier des nouvelles relations entre Londres et Bruxelles. L'UE se retrouve alors à 27 et le Royaume-Uni ne devient plus qu'un partenaire commercial parmi d'autres, au même titre que la Norvège ou la Suisse. Ce scénario d'un Brexit rapide et efficace est privilégié par de nombreux [dirigeants européens](#) et par les leaders des institutions européennes, dont [Jean-Claude Juncker](#), président la Commission, [Donald Tusk](#), président du Conseil, ou [Martin Schulz](#), président du Parlement. Une autre possibilité est que le Brexit traîne en longueur et que les négociations de divorce aboutissent à des accords permettant au Royaume-Uni de bénéficier de tous

les avantages économiques d'une relation étroite avec l'UE, sans en subir les contraintes. C'est d'ailleurs cela qui a été promis par la campagne *Leave*, et qui reste le souhait de Boris Johnson – *challenger* de David Cameron au sein du parti conservateur et fervent partisan du Brexit – lorsqu'il affirme que « [le Royaume-Uni fera toujours partie de l'Europe](#) ». En troisième lieu, certains envisagent que le Brexit n'aura tout simplement pas lieu. Après tout, le référendum n'est pas contraignant, c'est au [parlement britannique](#) et au gouvernement de décider – ou pas – d'en honorer les résultats. Dans une [vision politique et cynique](#), donc, la décision de Cameron de reporter l'activation de l'article 50 place son successeur dans une position impossible. Les conséquences négatives d'un retrait britannique de l'UE se font déjà sentir et nul au sein du parti conservateur ne semble vraiment prêt à les assumer, au risque de ruiner définitivement sa carrière politique dans le pays. Dans ce dernier scénario, les intérêts personnels pourraient peser plus que la volonté démocratique afin d'empêcher le cauchemar du divorce. Les mois qui viennent paraissent donc bien incertains au regard des enjeux en présence.

Quoi qu'il en soit, alors que l'UE est

en proie à une crise existentielle, un pays se félicite déjà de la tournure des événements. De fait, la Russie compte bien profiter directement du chaos européen ambiant. Déjà durant la campagne, les [médias russes](#) ont présenté la problématique sous un angle [plutôt favorable](#) au camp du *Leave*, accordant beaucoup plus de temps à son point de vue et exacerbant la vision binaire de l'UE, présentée comme responsable de tous les problèmes britanniques, de la récession à la crise migratoire (et apparemment [inventée par la CIA](#)). De même, au lendemain de la victoire du Brexit, de nombreux hommes politiques et officiels russes ont [fêté le résultat du référendum](#) comme une grande victoire populaire contre les « diktats » de Bruxelles. Si le discours officiel des autorités reste [plus modéré](#), il ne fait pas de doute que la Russie a tout à gagner de la situation actuelle et de ses évolutions possibles.

En effet, une fois le divorce consommé, l'UE perdra un de ses membres les plus critiques envers la Russie. Le Royaume-Uni tient dans l'Union une position « [ferme mais équilibrée](#) », sévère à l'égard de Moscou sans tomber dans l'angoisse existentielle des pays baltes ou de la Pologne. Ces pays sont d'ailleurs [inquiets](#) de perdre le soutien britannique, notamment dans le maintien des sanctions économiques en place depuis 2014. En outre, le retrait britannique de l'UE pourrait affaiblir le lien transatlantique. Après tout, Londres est un allié central pour Washington et est souvent vu par les Russes comme un [cheval de Troie](#) américain au sein de l'UE. C'est comme cela que le leader du parti de (fausse) opposition, Cause Juste, Boris Titov, a compris les enjeux du Brexit en se félicitant des résultats sur sa page Facebook : « [UK out!!!](#) », y voyant une rupture entre l'Europe et les États-Unis. Le retrait du Royaume-Uni de l'UE aurait donc l'avantage double pour la Russie de perdre un adversaire implacable tout en réduisant un peu plus la présence de Washington sur le continent.

Mais les conséquences du Brexit ne se feront pas sentir que sur le Royaume-Uni et, là aussi, le Kremlin peut se réjouir. La campagne référendaire aura démontré la méfiance d'une partie de la population britannique envers l'UE et la réussite des [slogans nationalistes](#). Or, le Royaume-Uni n'est pas le seul pays européen en proie aux tourments populistes, tout le continent est touché par une [vague](#) des [extrêmes](#), de droite ou de gauche. Malgré leur apparente divergence idéologique, les partis d'extrême-droite ou d'extrême-gauche se rejoignent toutefois sur un point : leur soutien envers la Russie.

Ce grand écart politique est rendu possible parce que chacun des mouvements voit en la Russie ce qu'ils y cherchent. Les [partis d'extrême-droite](#) européens admirent la force et la vigueur russes, personnifiées par le président Poutine. En outre, le modèle politique autoritaire du Kremlin, appuyé sur des valeurs traditionnelles et conservatrices, et s'affirmant totalement souverain dans un monde globalisé, [inspire](#) les leaders d'extrême-droite. À l'autre bout de l'échiquier politique, l'extrême-gauche [croit voir en la Russie](#) le héraut du pacifisme multilatéral face au militarisme et à l'impérialisme occidental, incarné par les États-Unis et l'OTAN. Les liens qui unissent les partis d'extrême-gauche européenne à la Russie sont fondés notamment sur d'anciens réseaux datant de la période communiste et sont renforcés par la fiction récurrente d'une [Russie championne de l'anti-fascisme](#) depuis la victoire de 1945 contre l'Allemagne nazie.

Quelles qu'en soit les raisons, l'extrême-gauche et l'extrême-droite se retrouvent unies dans leur euro-scepticisme et leur admiration envers la Russie. Dès lors, le Kremlin ne se prive pas d'user de son influence afin d'aider ces mouvements à se renforcer et, ainsi, à affaiblir l'UE. En effet, le projet européen est très vul-

néral à la montée des populismes et est contesté par les extrémistes de tout bord. D'où l'intérêt, pour Moscou, d'amplifier les difficultés en apportant son soutien aux mouvements populistes. De [nombreux rapports](#) et [études démontrent](#) les liens [politiques](#), [financiers](#) ou [personnels](#) qui unissent les partis populistes européens avec le Kremlin. La Russie peut donc compter sur des alliés nombreux, dans les partis nationaux ou au Parlement européen pour porter ses couleurs et défendre ses choix. C'est ainsi que le Front National français fait cause commune avec le Front de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, que Syriza en Grèce tient la même ligne que les néo-nazis d'Aube Dorée, que le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands*, plus national que démocratique, partage les opinions des gauchistes de *Die Linke*. C'est toute la constellation des populismes européens qui se trouve unie dans une attitude bienveillante et accommodante envers la Russie.

Cependant, cela ne signifie pas que Moscou contrôle une « Internationale populiste » obéissante comme naguère le PCUS pouvait influencer le Komintern. Mais il est clair que les mouvements populistes servent de relais utiles pour [défendre](#) les positions russes en Europe et effriter la cohésion de l'UE. *In fine*, [l'objectif du Kremlin](#) est de déstabiliser, d'affaiblir et, peut-être, de démanteler l'Union européenne. Une UE forte et solidaire est un adversaire redoutable pour la Russie qui conteste de plus en plus le projet européen. Le régime russe actuel [ne cesse de s'opposer](#) non pas tant à ce que l'UE *fait* mais à ce que l'UE *est*. Le projet européen fondé sur la démocratie, la bonne gouvernance et l'État de droit inquiète le Kremlin qui s'apparente plutôt à une [kleptocratie autoritaire et agressive](#). Le régime de Poutine s'intéresse uniquement à son propre maintien et c'est pour ça que l'Union européenne constitue un défi à sa survie. Tant que le projet européen persiste, il attirera les pays voisins et

donnera de l'inspiration aux démocrates russes qui rêvent d'un printemps politique à Moscou. Dès lors, l'ambition du Kremlin est de parvenir à désorganiser suffisamment l'UE pour empêcher son rayonnement et défaire son projet démocratique. Le Brexit, qu'il soit acté aujourd'hui ou dans trois mois, qu'il soit rapide ou lent, a de toute façon déjà provoqué une crise existentielle en Europe et a déjà affaibli la cohésion de l'UE. Au sortir des urnes britanniques le 23 juin, c'est donc surtout la Russie qui peut exulter.